



La technique ne suffira pas

DEMINER

indéfiniment. Il n'est pas interdit de penser que les mines ont précisément cette fonction-là: promouvoir le désordre, en combinant la terreur et la destruction écologique. En excluant l'arrêt des massacres après cessez-le feu. C'est une forme moderne et subtile de domination.

Obus, mortiers, armes de petit calibre, munitions diverses, bombes à fragmentation, balles dum-dum, futures armes portables à laser, toute cette panoplie existe pour immobiliser combattants et non-combattants. Les mines font partie de l'attirail du soldat.

Les atouts de ces gadgets sont largement vantés par ceux qui les distribuent aux quatre coins du monde. Si l'on en croit le «catalogue des matériels français de défense terrestre», les mines antipersonnel à effet dirigé sont destinées «à assurer la couverture rapprochée des unités ou des points sensibles par projection d'éclats sphériques sur une zone bien déterminée». Au-delà des atouts largement cités par la publicité dont le poids, le maniement, le coût, l'imprécision ou la précision, il en existe une autre: ça ne réclame ni solde, ni nourriture, ni sommeil. Une mine ne tremble pas devant un adversaire. Une mine ne sait pas lire le «Manuel du Soldat» où figurent les Conventions de Genève. Une mine ne risque jamais de s'opposer aux instructions formulées par un supérieur hiérarchique. Une mine ne connaît pas la peur, pas plus que l'insubordination. L'économie des moyens commence par l'économie des effectifs. Une mine remplace une sentinelle. Ce n'est pas un détail. Cela fait partie des considérations des militaires, toujours à court d'effectifs.

Arme à double tranchant

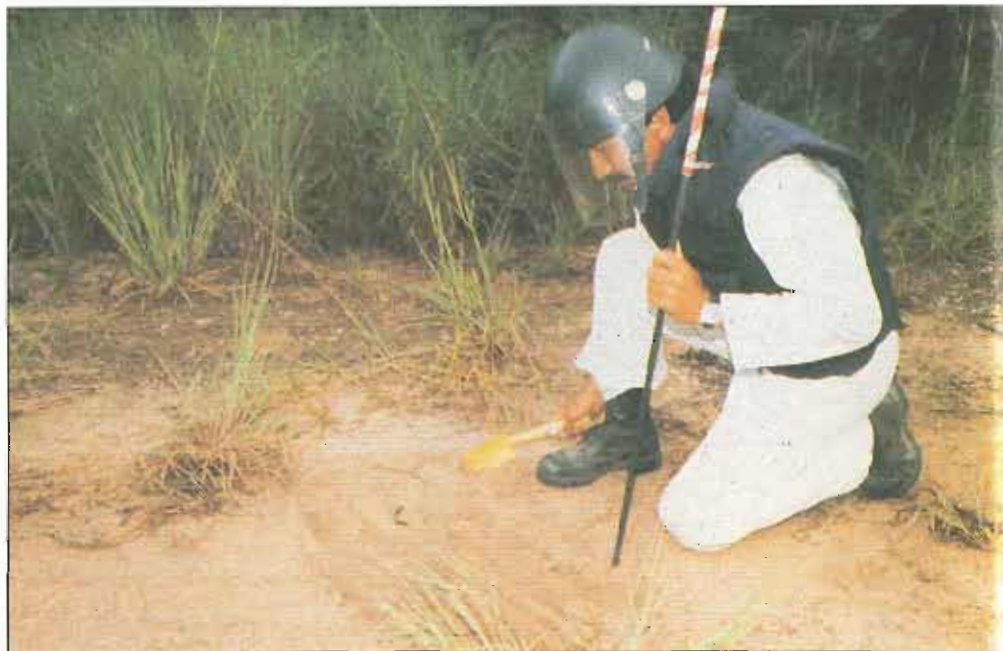
Mais l'automatisation du champ de bataille a aussi ses limites. Si la fonction de la mine est désormais contestable et contestée, c'est que de par sa nature même elle ne peut qu'alimenter un certain type de conflits où les gagnants et perdants sont confondus. C'est pourquoi les militaires eux-mêmes s'interrogent.

Un terrain miné est rendu invivable pour tout le monde, aussi bien pour le vainqueur que pour le vaincu. Le déminage coûte cher, en argent comme en vies humaines. Et ce sont les armées qui en sont chargées. L'impact sur le champ de bataille à long terme surtout n'est pas maîtrisable. La prise en compte de ce phénomène contribuera peut-être à revoir l'utilité de la prolifération de ce matériel «bas de gamme» comme on l'a vu pour les gaz chimiques (gaz moutarde), ou les armes bactériologiques.

Les dégâts provoqués par des mines dispersées interdisent au vainqueur de pavoiser, de tirer profit de sa conquête (du terrain), de crier victoire. Les mines ont ce terrible désavantage de confondre allègrement le vainqueur et le vaincu.

Chaque âge de l'humanité se définit par les armes qu'il emploie. Cela mérite réflexion. ■

Ben Cramer



↑ La seule technique fiable: passer le terrain au peigne fin. Le rythme moyen: 20 à 50m² par jour. (Ph. Merchez/Handicap International)

Mille dollars la mine: c'est le coût du déminage. Soit, en moyenne, 200 fois plus que le placement d'une mine. Mais le déminage est surtout un travail extrêmement dangereux puisque, statistiquement, ce travail fait une victime au bout de 5.000 mines neutralisées. Selon les spécialistes, il ne faut pas s'attendre à des techniques miracles pour se débarrasser des mines.

«Le développement des mines s'oriente de plus en plus vers un usage anti-relevage et donc anti-démineur. Les mines sont posées pour gêner le déminage et atteindre directement le démineur. Un démineur blessé affecte psychologiquement toute la section. A la suite d'un accident, il faut très longtemps avant de faire retravailler les hommes correctement, sans erreur et sans qu'ils aient peur», explique Philippe Houliat, spécialiste du déminage, au Génie militaire français depuis 12 ans.

On n'en fait pas grand cas, mais sait-on qu'au Koweït 84 personnes périrent rien qu'en 1991, au cours de leur travail pour tenter de débarrasser le pays des millions de mines placées par l'armée irakienne.

20 à 50 m² par jour

Les techniques mises en oeuvre pour déminer restent lentes et hasardeuses. «Actuellement, la seule technique fiable de déminage est manuelle. Il n'en existe pas d'autre apportant autant de garanties. Tous les engins mis en oeuvre aujourd'hui sont destinés avant tout à l'élimination des mines antichar», constate le Colonel Scabello, de la division «Maîtrise de l'armement» de l'état major des armées françaises (1).

Sur le terrain, le problème est double:

d'abord localiser le champ de mines, puis l'emplacement de chaque mine. Beaucoup de mines en plastique étant devenues non détectables, la seule technique fiable de déminage reste encore aujourd'hui la vieille méthode qui consiste à passer le terrain au peigne fin, centimètre par centimètre, à l'aide d'une tige métallique. Puis à désamorcer les mines manuellement. A ce rythme, une personne ne démine que 20 à 50 m² par jour.

«L'évolution des techniques de déminage est peu encourageante», explique encore le Colonel Scabello. «Il existe des matériels qui détectent la variation de la composition du sol, mais ils se révèlent incapables de déceler les explosifs qui ont la même densité que le sol. Deux systèmes de détection font aussi l'objet de recherches:

- la détection lointaine à l'infrarouge, basée sur des caméras thermiques montées sur avions. Ce procédé a peu de chance d'aboutir à des résultats pour les mines antipersonnel, trop petites et trop dispersées;
- la détection rapprochée par détecteurs micro-ondes montés sur véhicule est en cours de développement, mais sa mise en oeuvre éventuelle n'est pas espérée avant au moins 10 ans».

Démineurs humanitaires

«Les moyens mis actuellement à la disposition des organisations de déminage sont ridiculement insuffisants comparés à la problématique des mines dans le monde», constate Handicap International.

«Pour résoudre le problème du déminage, des pays comme le Cambodge ou l'Afghanistan devraient engager des sommes équivalentes à plusieurs fois leur PNB annuel. Au rythme auquel on démine



← Parmi les réfugiés (ici, un camp de Cambodgiens en Thaïlande), certains s'improvisent démineurs. Avec les accidents qui s'ensuivent. (Ph. Muller/CICR)

De nombreux autochtones suivent aussi des formations. ↓ (Ph. Merchez/HL)

de sécurité, il s'est improvisé démineur en solitaire et est devenu 'l'homme qui a neutralisé plus de 50.000 mines'. Quand Middle East Watch l'a interrogé, il s'est contenté de hausser les épaules et de dire qu'il avait cessé de compter depuis longtemps. Il nous a dit que le jour où il avait été blessé, il avait neutralisé plus de cent mines antipersonnel françaises avant de sauter sur l'une d'elles. Rhasool prenait la chose avec philosophie et disait qu'il était évident que cela arriverait un jour.

«Ce n'est pas dans la voie de la technique qu'il faut espérer une amélioration de la

pour le moment en Afghanistan, il faudra attendre plus de dix ans avant que les zones prioritaires soient désactivées et... 4.000 ans pour déminer 20% du territoire», calcule Médecins Sans Frontières.

Dans les circonstances actuelles, le déminage a toutes les caractéristiques de la «mission impossible». «Le déminage demande une très forte concentration. Je dois sélectionner les candidats avec beaucoup de rigueur. Une erreur et c'est la mort», explique un instructeur du Mines Advisory Group(1). Fondée en 1990 par Rae Mc Grath, un ex-officier de l'armée britannique, MAG est une ONG spécialisée dans le déminage. Chargé de mission auprès des Nations-unies en Afghanistan, Rae Mc Grath fut écoeuré de constater les dégâts causés par les mines et l'impuissance des armées régulières à porter remède au problème. Il recruta un groupe de démineurs humanitaires -des anciens militaires britanniques surtout- qui, depuis lors, a formé des centaines de volontaires autochtones. Au programme: trois mois d'entraînement intensif. L'équipement de base: la «poêle à frire» (le système magnétique classique), un casque anti-explosion et un gilet pare-balles «qui remplit deux fonctions essentielles: l'une d'ordre psychologique, l'autre... à ce qu'il reste quelque chose à enterrer en cas d'accident», explique, avec cet humour de circonstance indispensable à l'équilibre psychologique, un instructeur du MAG.

Démineurs par nécessité

À côté du MAG, active notamment en Afghanistan, au Cambodge, en Somalie et au Kurdistan, d'autres groupes de démineurs sont chaque jour sur le terrain. Certains sont envoyés -au compte gouttes- par des gouvernements. Ceux de l'UNOCHA (2), par exemple qui, avec 27 équipes, tentent héroïquement de nettoyer quelques kilomètres carrés de zones prioritaires en Afghanistan.

Dans ce contexte, on comprend parfaitement que de nombreux réfugiés, poussés par leur sentiment de frustration et par le besoin de retourner sur leur terre pour se



procurer les ressources nécessaires à leur survie, décident de procéder au déminage eux-mêmes, sans solide formation préalable. Avec les fréquents accidents qui s'ensuivent. Handicap International et Mines Advisory Group ont recueilli de multiples témoignages en ce sens. Un exemple: «Hamsa Hamet Rahsool, de Mawet, au Kurdistan irakien, a eu la jambe gauche amputée au-dessus du genou. Ce Peshmerga est un personnage de légende au Kurdistan. Après la création de la zone

situation dans le problème des mines», conclut le colonel Scabello. «Un jour, l'arbalète a été mise hors-la-loi et interdite comme arme de guerre. Pourquoi ne pas envisager de faire de même pour les mines?»

A.R.

(1) «Les démineurs: croisés de la paix», Panorama, avril 93.

(2) UN Office for the Coordination of Humanitarian and economic aid to Afghanistan.

LE PRINCIPE DU POLLUEUR-PAYEUR APPLIQUÉ AUX MINES

Les ONG humanitaires et les organisations pacifistes, de coopération au développement et de défense de l'environnement lancent un appel commun pour interdire les mines antipersonnel. Elles demandent (1):

- Que les Etats s'engagent à interdire et à incriminer l'emploi, la production, le stockage, la vente, le transfert, le transit et l'exportation de mines antipersonnel, ainsi que toute arme conçue dans le même but.
- Que les gouvernements prennent officiellement position pour cette interdiction internationale et défendent cette position à la prochaine conférence sur les armes inhumaines.
- Qu'un fonds international pour promouvoir et financer la sensibilisation et le déminage dans le monde soit créé et administré par les Nations-Unies (2).
- Que les pays responsables d'avoir produit des mines antipersonnel et d'en avoir favorisé la prolifération contribuent à ce fonds et offrent une expertise technique lors des opérations de déminage (3).

(1) Cet appel a été lancé à l'International Press Center, à Bruxelles, en avril dernier. Plusieurs organisations internationales ayant notamment un siège en France, en Belgique et/ou en Suisse, comme Handicap International, la Croix-Rouge, Oxfam, Médecins sans Frontières ou Greenpeace y participaient.

(2) La Suisse a fait une proposition en ce sens. Elle vient d'être adoptée.

(3) Ce qui devrait pousser les pays à surveiller plus étroitement les entreprises installées sur leur territoire.